

Questions orales

M. Epp: Clifford Sifton.

M. Trudeau: Le député, dans sa question, a fait allusion à une citation tirée d'un discours. Qui citait-il?

M. Andre: Un libéral.

M. Trudeau: Qui le ministre citait-il? Voilà ce que je lui demande.

M. Epp: Question supplémentaire.

Mme le Président: J'accorde la parole au député de Yorkton-Melville.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Je citais votre ami Clifford Sifton.

M. McDermid: Deux poids, deux mesures, encore une fois, madame le Président.

M. Hnatyshyn: Il a cité ces propos en les approuvant! Oui, en les approuvant!

M. Trudeau: Madame le Président . . .

Mme le Président: A l'ordre.

M. Trudeau: Allez-y, ayez donc le courage de le dire.

M. Hnatyshyn: Il citait approuvativement!

M. Trudeau: Quelle bande de . . .

M. Hnatyshyn: Vous êtes bons pour donner des conseils, mais . . .

M. Trudeau: Espèce de lâche!

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie.

M. McDermid: Deux poids, deux mesures!

M. Trudeau: Qu'est-ce que vous racontez? Qu'est-ce que Clifford Sifton a à faire avec moi, espèce d'imbécile?

Mme le Président: A l'ordre. J'ai entendu le député. Il voulait poser une question supplémentaire. Cependant, nous avons déjà cinq minutes de retard et les néo-démocrates n'ont pas encore obtenu la parole. Par conséquent, je dois accorder la parole au NPD qui aurait dû pouvoir intervenir il y a déjà cinq minutes. La parole est au député de Yorkton-Melville.

M. Epp: Madame le Président . . .

M. Nystrom: Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie.

M. McGrath: Sauvé par le NPD.

M. Epp: Je ne trouve pas cela drôle, moi non plus.

M. Trudeau: Pourquoi n'avez-vous pas l'honnêteté de dire qui vous citez, espèce de crétin? Quelqu'un qui est mort depuis un siècle! Quel fumiste!

Mme le Président: A l'ordre.

* * *

L'AGENCE D'EXAMEN DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

LE RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. La semaine dernière, un haut fonctionnaire de

l'Agence d'examen des investissements étrangers a révélé que les investisseurs étrangers sont de plus en plus nombreux à ne pas respecter les engagements auxquels ils ont consentis pour être admis au Canada. Le ministre sait pertinemment que la loi prévoit certaines sanctions dans les cas où les investisseurs ne tiennent pas leurs promesses. Pourquoi le ministre n'est-il pas intervenu pour s'assurer que ces derniers tiennent leurs promesses une fois qu'ils sont admis au pays? S'il néglige d'agir comment espère-t-il que nous accordions le moindre sérieux à l'AEIE?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, l'argument du député est fort valable, et la direction de l'AEIE a examiné très attentivement chacun des cas où des compagnies n'avaient pas respecté les engagements pris à l'origine dont le nombre ne représente en réalité, si j'ai bien compris, que 6 ou 7 p. 100. L'enquête menée a permis de découvrir que c'est en raison de conditions défavorables du marché que pour la plupart ces engagements n'avaient pas été respectés. Comme le sait le député, la capacité d'exploitation des entreprises dans les milieux industriels internationaux n'atteint que 50, 60 ou 70 p. 100 dans bien des secteurs. Il est donc très difficile à l'homme d'affaires qui demande à investir au Canada de respecter tous ses engagements à cet égard compte tenu de la situation internationale.

M. Epp: Je voudrais poser une question supplémentaire.

M. Nystrom: Madame le Président, au cours des trois derniers mois, le ministre a approuvé 99 p. 100 des offres de rachat; il dame ainsi le pion même à Jack Horner.

LES LABORATOIRES CONNAUGHT—LA LOCATION DES INSTALLATIONS DE FABRICATION D'INSULINE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Madame le Président, nous savons tous, je pense, que la découverte de l'insuline par Banting et Best est l'une des plus importantes inventions par des Canadiens. La semaine dernière, les laboratoires Connaught, qui appartiennent à la CDC, ont annoncé qu'ils avaient l'intention de louer leurs installations de fabrication d'insuline à une société étrangère. Je voudrais savoir ce que le ministre fait ou ce que l'Agence d'examen des investissements étrangers fera pour garantir que ce produit très important continuera d'être fabriqué par des Canadiens.

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Pour commencer, madame le Président, le député a choisi très soigneusement les chiffres qu'il a cités au sujet des projets approuvés par l'Agence. Il a oublié de dire que les autorisations accordées par l'Agence nous avaient permis l'année dernière de négocier des investissements d'une valeur de 3 milliards de dollars au Canada par des sociétés étrangères. Ces investissements créeront des emplois et j'ai toujours cru que c'est ce que voulait le NPD. Le député a aussi oublié de dire que les projets approuvés par l'Agence nous ont permis de créer ou de protéger près de 30,000 emplois l'année dernière.

M. Nystrom: Et l'insuline?